



*Au service
des peuples
et des nations*



Consultation régionale de haut-niveau sur

**Les voies de coopération contre la corruption et
pour l'intégrité dans les pays arabes :**

les succès, les défis et les orientations futures

Skhirat, Royaume du Maroc, 19-20 novembre 2014

Programme

Aperçu général

Le royaume du Maroc accueille une consultation régionale de haut-niveau sur « Les voies de coopération contre la corruption et pour l'intégrité dans les pays arabes : les succès, les défis et les orientations futures », organisée par le Bureau Régional du PNUD pour les Pays Arabes, en coopération avec l'Instance Centrale de Prévention de la Corruption (ICPC). Cet évènement important se tient à Skhirat les 19 et 20 novembre 2014 et rassemble des fonctionnaires et militants distingués qui sont spécialistes de ce domaine, y compris des hauts-représentants des agences et ministères concernés, des parlementaires, des représentants de la société civile et du secteur privé, ainsi que des délégués de bailleurs de fonds et des représentants des organisations partenaires régionales et internationales. Participeront également à la Consultation des praticiens de bureaux pays du PNUD dans les pays arabes ainsi que l'Initiative Globale du PNUD pour l'Anti-Corruption (GAIN) qui a également soutenu cet évènement.

L'objectif de cet évènement est de permettre aux participants de discuter des succès et des défis de la lutte contre la corruption et de la promotion de l'intégrité dans les pays arabes, en particulier dans le cadre de la première phase du projet régional spécialisé du PNUD, et de contribuer à fixer les orientations futures pour 2015 et au-delà.

Cet évènement s'appuie sur la conviction que, si la corruption existe dans tous les pays du monde, qu'ils soient riches ou pauvres, elle est toutefois plus susceptible de se propager dans les pays ne parvenant pas à établir ou à activer des mécanismes spécifiques capables de la contrôler. La corruption ébranle la confiance de la population en leurs gouvernements et affaiblit leur capacité à jouir d'un niveau de vie décent. Elle tend à confisquer les décisions de l'Etat en faveur de l'intérêt de groupes influents, contribue au gaspillage des biens publics, empêche la reddition des comptes liée à la performance et favorise une culture de l'impunité. Un manque persistant de mesures pour lutter contre la corruption risque de déstabiliser les sociétés, voire déclencher des conflits violents.

La consultation se base sur les importants progrès réalisés par un certain nombre de pays arabes au cours des années précédentes, dans le cadre de leurs efforts contre la corruption et pour la promotion de l'intégrité. Elle se fonde également sur la conviction, partagée par la majorité des parties-prenantes de ce domaine, que les efforts déployés dans ce cadre nécessitent un appui politique et technique continu pour permettre d'atteindre plus de progrès, en particulier pour augmenter les niveaux de transparence dans la gestion des affaires publiques et y renforcer la reddition de comptes. Cela revêt une importance d'autant plus importante que les défis politiques, de sécurité, économiques et sociaux touchent une grande partie de la région arabe et qu'ils drainent les ressources des pays, appelant donc à explorer et à adopter les moyens nécessaires pour augmenter ces ressources et maximiser leur valeur ajoutée pour le développement.

Cet évènement fournira aux participants de divers horizons l'occasion d'engager un dialogue direct et ouvert sur la lutte contre la corruption et la promotion de l'intégrité dans la région et sur l'appui apporté par le PNUD à ces efforts, notamment à travers le projet régional « pour l'intégrité et la lutte contre la corruption dans les Pays Arabes ». Il leur permettra d'échanger leurs visions du plan stratégique et sur la façon dont le PNUD peut, à travers lui, continuer à soutenir les efforts à l'avenir de façon à répondre aux besoins des parties-prenantes à la lumière des priorités émergentes et aux différents défis liés aux transformations régionales en

cours, et en tenant compte des similitudes et des différences entre les pays arabes en termes de niveau de développement et de système de gouvernance.

L'agenda de la consultation de haut niveau a été conçu sur la base d'une série de consultations informelles tenues avec de nombreux intervenants de la région au cours des deux dernières années. Il s'articule autour d'un certain nombre de questions thématiques et se déroule selon une méthodologie qui permet aux participants de s'engager dans des discussions ciblées et interactives sur plusieurs problématique, résultant en des propositions concrètes que le PNUD prendra en compte à la lumière de son mandat et de la disponibilité des ressources. Les participants passeront tout d'abord en revue les résultats des efforts pour la lutte contre la corruption et le renforcement de l'intégrité dans les pays arabes et discuteront ensuite de trois grandes problématiques avant d'explorer les voies de coopération connexes, y compris le soutien de cadres efficaces et durables pour renforcer le "Réseau Arabe pour l'Intégrité et la Lutte contre la Corruption » et pour améliorer la coopération bilatérale entre les pays arabes et avec d'autres pays en voie de développement, (communément appelé "la coopération sud-sud"). La première problématique a trait à la stimulation de la collaboration pour l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC), et comment la soutenir d'une manière permettant d'augmenter de facto les niveaux de transparence et de reddition de compte. La deuxième problématique porte sur les approches les plus efficaces qui doivent être adoptées pour renforcer l'intégrité et de réduire les risques de corruption dans les secteurs qui sont considérés comme étant d'une importance particulière notamment pour les agendas nationaux de développement, y compris les secteurs qui génèrent des revenus majeurs pour l'État, et ceux qui fournissent des services sociaux essentiels à ses citoyens. Quant à la troisième problématique, elle concerne la manière d'impliquer de nouveaux groupes spécifiques de parties prenantes et de renforcer leurs capacités pour contribuer de manière constructive à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des initiatives anti-corruption. En conclusion, la réunion permettra des discussions spécifiques portant sur les principales caractéristiques des pays en transition, en vue de préparer l'harmonisation des suggestions émanant des discussions thématiques avec les caractéristiques de ces pays en comparaison avec d'autres pays arabes de la région.

Les résultats de la consultation de haut-niveau seront intégrés dans les efforts visant à élaborer la deuxième phase du Projet régional pour « l'intégrité et la lutte contre la corruption dans les pays arabes », qui constitue un élément clé du nouveau programme régional pour les États arabes découlant de plan stratégique du PNUD (2014-2017). Il est prévu que les mesures internes nécessaires pour l'adoption du document de projet régional soient complétées avant fin 2014, en vue de commencer la mise en œuvre en 2015 tout en privilégiant le soutien aux pays qui ont exprimé leur désir de s'engager dans des activités connexes et de bénéficier de ses services.

Programme

Mercredi 19 novembre 2014

09.00 – 10.00 Inscription

10.00 – 11.00 Session d'ouverture

Objectif: Expliquer l'importance que revêt le renforcement des efforts de lutte contre la corruption et la promotion de l'intégrité dans les pays arabes à la lumière des développements régionaux et internationaux et présenter le programme de la consultation régionale et quelques réflexions initiales connexes tout en partageant avec les participants les principales réalisations et leçons apprises liés à la première phase du Projet Régional du PNUD pour l'intégrité et la lutte contre la corruption dans les pays arabes (2011-2014).

- **Allocutions d'ouverture**

S.E.M. Abdesselam ABOUDRAR, Président de l'Instance Centrale de Prévention de la Corruption, Maroc

Mme. Ayshanie LABE, Représentant résidente adjointe du PNUD, Maroc

M. Yakup BERIS, Conseiller de Programme Régional, Bureau Régional pour les Pays Arabes, PNUD

S.E.M. Mohammad EL OUAFA, Ministre des Affaires Générales et de la Gouvernance, Maroc

11.00 – 11.30 Pause

11.30 – 13.30 Première Session

La lutte contre la corruption et le renforcement de l'intégrité dans les pays arabes: progrès atteints et défis à venir

Objectif: Présenter les progrès atteints dans le cadre de la lutte contre la corruption et le renforcement de l'intégrité dans la région arabe et explorer les principaux défis faisant face à l'atteinte de nouveaux progrès et proposer des idées concrètes pour faire face à ces défis de par une coopération au niveau national, régional et international.

- **Président de la session**

S.E. M. Anouar BEN KHELIFA, Ministre d'Etat chargé de la Gouvernance et de la Fonction

Publique, Tunisie

- **Première phase du Projet PNUD-ACIAC**

M. Arkan EL SEBLANI, Directeur, Projet Régional du PNUD pour l'intégrité et la lutte contre la corruption dans les pays arabes (ACIAC)

- **De l'Instance Centrale de Prévention de la Corruption à l'Instance Centrale de Probité, de Prévention et de Lutte contre la Corruption**

M. Moulay El Hassan ALAOUI SLIMANI, Chef de cabinet, Instance Centrale de Prévention de la Corruption, Maroc

- **Rapports Brefs et Interventions des Participants**

- **Discussion générale**

13.30

Déjeuner

Jeudi 20 novembre 2014

09.30 – 11.00 **Deuxième Session**

Augmenter les niveaux de transparence et de reddition de compte à travers l'application de la Convention des Nations Unies contre la Corruption

***Objectif:** Revoir les efforts d'application de la CNUCC dans la région et les principaux besoins qui demeurent relatifs à l'harmonisation; et discuter des moyens nécessaires pour assurer que les efforts futurs dans ce cadre soient liés aux efforts relatifs à la mise en œuvre des standards internationaux et régionaux, y compris la Convention Arabe pour la lutte contre la corruption ; afin que ces efforts aient davantage d'influence quant à l'augmentation des niveaux de transparence et de reddition de compte.*

- **Président de la session**

S.E.M. Ghassan MOUKHEIBER, Parlementaire, Liban

- **Intervenants**

M. Nizar BARKOUTI, Directeur à la Primature, Tunisie

Mme. Salma AL ESSA, Commissaire des Relations Internationales, Société du Koweït pour la Transparence

M. Charbel SARKIS, Coordinateur de la Commission Technique de Lutte contre la Corruption, Conseiller Légal Principal, Bureau du Ministre de l'Etat pour la Réforme Administrative, Liban

- **Discussion générale**
- **Conclusions**

11.00 – 11.15 Pause

11.15 – 12.45 Troisième Session

Renforcer l'intégrité et réduire les risques de corruption dans les secteurs clés pour les efforts de développement

***Objectif:** Identifier les approches les plus appropriées pour développer et mettre en place des initiatives spécifiques contre la corruption dans des secteurs considérés comme cruciaux pour les efforts de développement, y compris les secteurs générateurs de revenus importants pour l'Etat, tels que les impôts, les douanes et les ressources naturelles non-renouvelables tels que le pétrole, le gaz et les minéraux, ainsi que les secteurs fournissant des services publics aux citoyens tels que la justice, la santé, l'eau, l'éducation, et l'électricité entre autres.*

- **Président de la session**

Dr. Stuart GILMAN, Partenaire Principal, Le Groupe Global pour l'Intégrité

- **Intervenants**

M. Mohamed Hossam RASHWAN, Vice-Président, Autorité de Contrôle Administratif, Egypte

Dr. Hikmat ABU ALFOUL, Directeur de Contrôle et d'Audit Interne, Ministère de la Santé, Jordanie

Mme Aida ARUTYUNOVA, Spécialiste de Lutte contre la Corruption, Initiative Globale de Lutte Contre la Corruption (GAIN), PNUD

Mme. Arlette JREISSATY, Juge à la Cour de Cassation, Liban

- **Discussion générale**
- **Conclusions**

12.45 – 13.00 Pause

13.00 – 14.30 Quatrième Session

Etendre les opportunités d'engagement contre la corruption

***Objectif:** Identifier de nouvelles catégories de parties prenantes dans lequel un investissement est nécessaire afin de les engager dans la lutte contre la corruption et promouvoir une*

réflexion novatrice sur les politiques et les outils nécessaires pour renforcer leurs capacités à contribuer de manière constructive à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des réformes contre la corruption, y compris les efforts pour mettre en place des cadres durables et efficaces pour améliorer la communication et la coopération entre ces parties prenantes tout en profitant de la dynamique unique dont jouit le Réseau Arabe pour l'intégrité et la lutte contre la corruption.

- **Président de la session**

Dr. Juanita OLAYA, Experte internationale indépendante de Gouvernance et de Lutte Contre la Corruption

- **Intervenants**

S.E. Dr. Bilkis ABOUSBA, Professeur Associé à l'Université de Sanaa, ancienne Vice-Présidente de l'Autorité Nationale Suprême de Lutte contre la Corruption, Yémen

Dr. Salem FARHAN, Directeur des Conventions Internationales, Commission Nationale de Lutte contre la Corruption, Arabie Saoudite

Mme. Bouchra GHIATI, Vice-Présidente, Commission Ethique et Bonne Gouvernance, Confédération Générale des Entreprises du Maroc

M. Mouheb AL GAROUI, Directeur Exécutif, I-Watch, Tunisie

- **Discussion générale**

- **Conclusions**

14.30 – 15.30 Déjeuner

15.30 – 17.00 Cinquième Session

Examiner les spécificités de la lutte contre la corruption et du renforcement de l'intégrité dans les pays arabes en transition

***Objectif:** Permettre un dialogue interactif entre les participants afin d'explorer les caractéristiques des pays arabes en transition y compris leur similitudes et différences afin de former une meilleure compréhension des approches qui devraient être adoptées dans de tels contextes en comparaison avec d'autres contextes de la région.*

- **Président de la session**

Dr. Ghada MOUSSA, Directrice du Centre de Gouvernance, Ministère de la Planification, du Suivi et de la Réforme Administrative, Egypte

- **Intervenants**

S.E.M. Ramzi NUZHA, Membre du Conseil, Commission Anti-Corruption de la Jordanie, Jordanie

M. Mohamed BENALILO, Directeur des Etudes, de la Coopération et de la Modernisation, Ministère de la Justice, Maroc

Dr. Ahmed ASHOUR, Professeur à l'Université d'Alexandrie

Dr. Manal ABDELHADI, Directrice Générale, Département des Relations avec les Organisations Non-Gouvernementales, Commission de l'Intégrité, Irak

- **Discussion générale**
- **Conclusions**

17.00 – 17.30 Session de clôture

Objectif: Présenter les résultats de la consultation et la direction à venir pour la nouvelle phase de coopération.

- **Conclusions et Déclarations de Clôture**

M. Radwan BEN KHADRA, Conseiller légal du Secrétaire Général, Ligue Arabe

M. Bruno POUEZAT, Coordonnateur du système des Nations Unis et Représentant Résident du PNUD, Maroc
